

# Camps de concentration

Gerhard Baumgartner

Travail forcé | Le camp « tsigane » de Lackenbach | Le ghetto de Lodz et le camp d'extermination de Chelmno  
| Camps de concentration à Auschwitz-Birkenau | Persécutions dans les territoires occupés par l'Allemagne

➤ *Après une période relativement brève de mesures discriminatoires de plus en plus draconiennes, les Roms résidant dans le Reich allemand, les territoires occupés par l'Allemagne et les autres pays soumis à la juridiction de Berlin sont, à partir de 1938, déportés, internés et assassinés. En 1945, près d'un Rom sur quatre — parmi ceux qui vivaient en Europe avant la guerre — a été victime des persécutions nazies.*

## LE NOMBRE DE VICTIMES.

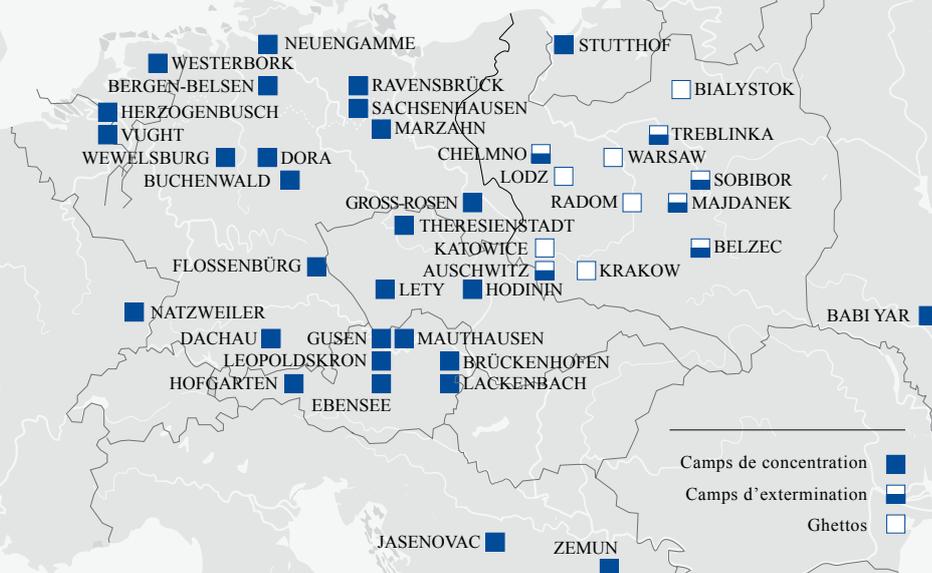
La question du nombre de Roms victimes de l'Holocauste continue à soulever des controverses entre les historiens et les activistes de cette minorité. Les estimations antérieures de 500 000 Roms étaient certainement exagérées et, jusqu'à présent, n'ont pas été confirmées par des recherches scientifiques. Des documents historiques à jour ont été exhumés concernant environ 50 000 victimes capturées sein du Reich allemand et des territoires occupés par l'Allemagne. On peut aussi estimer à 50 000 le nombre de victimes tombées dans des pays gouvernés par des gouvernants fascistes satellites du Reich. Une bonne partie des sources et des archives disponibles étant incomplète et inconcluante, on estime à au moins 250 000 le nombre total de Roms victimes du nazisme.

## INTRODUCTION

La féroce persécution des Roms par les nazis allemands — et d'autres fascistes — plonge ses racines dans trois caractéristiques des courants de pensée et des politiques distinctes de la pensée et des politiques européennes de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Le sentiment « antitsigane » traditionnel — un mélange complexe de préjugés sociaux comme l'idée que les « Tsiganes » véhiculent des maladies dangereuses et sont enclins à voler des enfants partout où c'est possible — est

## CAMPS DE CONCENTRATION, CAMPS D'EXTERMINATION, GHETTOS (1936-1945)

III. 1 (extrait de Vossen 1983, p. 87; Tchereukov/Laederich 2004, p. 161)



largement répandu dans toute l'Europe. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, il se combine à un racisme fanatique fondé sur l'idée que « la conduite antisociale » est un trait héréditaire affectant certains groupes de population. La troisième caractéristique essentielle des mécanismes de persécution — introduite par les nazis allemands après leur montée au pouvoir en 1933 — vise le système de ce qu'il est convenu d'appeler « la lutte préventive contre la criminalité », lequel autorise les autorités à arrêter et emprisonner toute personne considérée comme « potentiellement dangereuse »

pour la société, même si elle n'a commis aucun crime ou délit.

Le climat économique défavorable de l'entre-deux-guerres contribue à exacerber les frictions entre Roms et non-Roms dans nombre de pays européens. En Europe centrale et de l'Est, surtout, beaucoup de Roms vivent soit comme artisans itinérants, soit comme travailleurs agricoles. Pendant la « dépression » de la fin des années 1920 et du début des années 1930, un grand nombre d'entre eux perdent leurs sources traditionnelles de revenus et deviennent tribu-



III. 2

*Intérieur d'une baraque du « camp tzigane » à Auschwitz-Birkenau. L'inscription sur la charpente indique : « Sei ehrlich » [sois honnête].*

(d'après Nečas 1999, p. 96b)

*Paula Nardai, une Rom d'Oberwart en Autriche, évoque en ces termes le sort réservé à sa famille à Auschwitz-Birkenau :*

III. 3 (aus Romani Patrin 2/1998, S. 10)

*« Mon père était là, de même que ma mère, ma sœur aînée âgée de dix-huit ans, moi-même et mon frère de neuf ans. Et mon autre frère, aussi, celui qui était plus âgé et avait travaillé à Kiel. Ma mère, je peux dire qu'elle a survécu un mois. Mon père, ils l'ont tellement roué de coups en s'acharnant sur son crâne qu'il est devenu aveugle. L'une des baraques était appelée Lazarett [infirmerie] : celui qui y était admis n'en ressortait jamais vivant. Ils l'ont battu au point de le rendre aveugle. Ils s'en sont débarrassés et nous ne l'avons jamais revu. Ma sœur a été affectée à la cuisine pour peler des pommes de terre. et mon petit frère, c'était la première fois qu'il était contraint de travailler. J'étais loin, je l'ai laissé dans la baraque au matin pour partir travailler avec mon Außenkommando [groupe de travail affecté à des tâches à l'extérieur du camp] et lorsque je reviens, qu'est-ce que je vois ? L'enfant n'est plus là. Je demande aux autres : 'Où est l'enfant ?' — 'Ils l'ont emmené'. Ils avaient pris les enfants pour les porter jusqu'aux chambres à gaz. Et je n'avais plus le droit de sortir. Je ne pouvais même pas sortir poser des questions à quiconque, car nul n'était autorisé à sortir de la baraque après le travail sauf pour le zum Abzählen [appel]. »*

taires des systèmes d'aide sociale et de soins de santé. Toutefois, la plupart des villages et villes rechignent à supporter ce fardeau financier en faisant valoir que les « Tsiganes » n'appartiennent pas à leur population et tentent de refouler les intéressés au-delà des limites de leur commune. Les forces de police allemandes et autrichiennes commencent à inscrire les Roms sur des listes dites « Zigeunerlisten » (liste de « Tsiganes ») et à prendre leur photographie et leurs empreintes bien avant l'accession des nazis au pouvoir ; ces listes s'avèreront par la suite fatales pour la plupart des personnes ainsi recensées.

Ces circonstances forment la toile de fond de la persécution croissante de

ceux que l'on appelle les « Tsiganes » après l'accession au pouvoir des nazis en 1933. Dès cette année-là, les Roms sont contraints de subir une stérilisation et, en 1935, une loi interdit les mariages mixtes entre « Tsiganes » et « Aryens ». Entre 1936 et 1938, les deux principales institutions responsables de la persécution des « Tsiganes » voient le jour : le « Rassehygienische Forschungsstelle » [institut de recherche sur l'hygiène raciale] et le « Reichszentrale für die Bekämpfung des Zigeunerunwesens im Reichskriminalpolizeiamt » [centre du Reich pour la lutte contre la plaie tzigane au sein du Bureau de police criminelle du Reich]. Les autorités locales ne se contentent pas

de soutenir ces politiques antitsiganes, mais poussent les institutions centrales à accélérer et à intensifier les mesures hostiles ; tel est notamment le but d'un célèbre pamphlet commis par le *Gauleiter* nazi du Burgenland, Thobias Portschy. En 1938 Heinrich Himmler — commandant de la SS (acronyme de *Schutzstaffel* qui signifie « escouade de protection ») et dirigeant de l'ensemble des forces de police allemandes — décide de « résoudre la question Tzigane » conformément aux « principes raciaux » et, en 1939, signe un décret spécial contraignant tous les Roms à abandonner leur vie errante et à rester dans la ville où ils résident pour l'instant.

## TRAVAIL FORCÉ

À compter de 1938-1939, le « Bureau de police criminelle du Reich » ordonne la déportation d'environ 3 000 hommes et femmes, capables d'effectuer des travaux physiques pénibles, dans des camps de concentration. Himmler a besoin de ces prisonniers pour développer une industrie contrôlée par la SS. Berlin est convaincu que les Roms n'occupent de toute façon aucun emploi rémunéré. Mais il n'en est pas ainsi. Après l'annexion

de l'Autriche par le Reich allemand, les Roms se voient interdire de poursuivre leurs occupations traditionnelles, telles que jouer de la musique en public par exemple. En raison du renforcement — inhérent à la guerre — de l'industrie de l'armement, nombre de Roms trouvent du travail dans des usines, des chantiers et des exploitations agricoles. Même le *Gauleiter* de Styrie, Uiberreither, critique implicitement les conséquences de ces déportations, tout en les approuvant pour des motifs racistes : « Bien que ces Tsiganes soient correctement employés,

ne rechignent pas à travailler, n'aient pas d'antécédents judiciaires et ne constituent en aucune manière un fardeau pour la société, j'ordonnerai leur internement dans des camps de travail forcé eu égard au fait qu'un Tzigane — en tant que personne n'appartenant pas à la *Volksgemeinschaft* [communauté nationale] — est un être voué à rester éternellement asocial. »

En 1940, Himmler ordonne la déportation d'un autre groupe d'environ 2 500 Roms (principalement des Sintés) du territoire du Reich allemand à destination du protectorat général admi-

III. 4

Einweisungs-Übersicht [registre d'internement] du ghetto de Lodz pour la journée du 13 novembre 1941, répertoriant « en tout 4 996 Tsiganes en vie et 11 Tsiganes morts » et précisant que le « décès des 11 morts s'est produit pendant le transport en train ».

Barbara Richter, une survivante tchèque du camp d'Auschwitz :

« Je suis restée en cellule pendant six semaines au poste de police, puis ils m'ont envoyée à Auschwitz (où je suis arrivée le 11 mars 1943). Deux Tsiganes ont essayé de s'enfuir, mais ils ont été rattrapés, roués de coups et pendus. Plus tard, ma famille a été libérée de Lettig, parce que les Richter étaient une famille bien établie en Bohême. Ma mère est venue volontairement à Auschwitz. Une fois, ils m'ont administré vingt-cinq coups de fouet pour avoir donné un bout de pain à une personne venant d'arriver. Un jour, j'ai vu Elisabeth Koch tuer quatre enfants tsiganes parce qu'ils avaient mangé des restes de nourriture. Une autre fois, nous sommes restées deux heures en face du crématorium mais, au dernier moment, ils nous ont renvoyées dans les baraques. J'ai été fouettée une deuxième fois pour avoir pris un morceau de pain sur un cadavre. Ils m'ont prélevé du sang à trois reprises. Le docteur Mengele m'a injecté le parasite de la malaria. Je suis restée ensuite à l'infirmerie avec mon oncle. Des Tsiganes m'ont portée dans un autre bloc juste avant que tous les patients de l'infirmerie — y compris mon oncle — soient tués. »

III. 5 (extrait de Crowe 1995, p. 51)

Anlage II

Litzmannstadt, den 13. 11. 1941.

J. G. V.

Einweisungs-Übersicht  
(Zigeuner)

Zig. Nr.	Platzfrist		Anzahl d. T. S. V.		Anzahl d. T. S. V.	
	Tag	Stück	Stück	Stück	Ergebnis	Notizen
1	5.11.41	11.00	5.11.41	10.00	5.11.41	99 Leb.
2	6.11.41	11.00	6.11.41	17.00	7.11.41	30 Leb.
3	7.11.41	11.00	8.11.41	10.00	8.11.41	
4	8.11.41	11.00	9.11.41	0.00	9.11.41	90 Leb.
5	9.11.41	11.00	10.11.41	10.00	10.11.41	10 Leb.

Anzahl der eingewiesenen Zigeuner:

1. Transport von Hamburg 990 Lebende, 2 tote Zigeuner
2. " " Plötzensee 1 000 Zigeuner
3. " " Ravensbrück 1 000 " "
4. 2 " Sobow Brum 950 Lebende, 6 tote Zigeuner
5. " " Obermer 1 000 " , 1 toter " "

5 Transporte ..... insgesamt 4 996 Lebende, 11 tote Zigeuner.

Die 11 toten Zigeuner starben während des Bahntransportes.  
Gepl. der Zigeuner durchschnittlich 90 kg.

nistrant les territoires correspondant à la Pologne d'aujourd'hui.

### LE CAMP « TSIGANE » DE LACKENBACH

Le 23 novembre 1940, le « camp tsigane de Lackenbach » est établi dans les bâtiments d'un ancien domaine agricole seigneurial. Le camp est administré par le quartier général de la police criminelle de Vienne et ses coûts supportés par les districts de Bruck an der Leitha, Eisenstadt, Lilienfeld, Oberpullendorf, Saint Pölten et Wiener Neustadt, ainsi que par l'administration communale de Vienne, au prorata du nombre de prisonniers originaires de ces districts respectifs. Les Roms internés vivent dans des conditions extrêmement primitives dans les écuries et les étables de l'ancien domaine et sont utilisés comme travailleurs forcés dans diverses entreprises locales. En temps « normal », le nombre de personnes internées à Lackenbach varie entre 200 et 900 dont un tiers environ sont des enfants. Le nombre record de 2 335 prisonniers est atteint le 1<sup>er</sup> novembre 1941. Sur les 4 000 Roms internés à Lackenbach, quelque 2 000 sont déportés au ghetto de Lodz et au camp d'extermination de Chelmno à l'automne 1941. Seules quel-

ques centaines d'internés survivront et seront témoins de la libération du camp de Lackenbach par les troupes soviétiques en avril 1945. En dépit des conditions épouvantables de vie, d'hygiène et d'alimentation, les Roms emprisonnés dans le camp sont contraints au travail forcé. Ils sont loués à diverses entreprises — domaines forestiers ou agricoles, fermes, briquetteries, élevages de vers à soie, etc. — ou forcés de participer à des projets de voirie. Leurs salaires sont versés à l'administration du camp, les Roms eux-mêmes ne percevant qu'un peu « d'argent de poche ». La moindre infraction à la discipline du camp est sévèrement châtiée par des coups, des appels sans fin et la suppression des rations alimentaires. En 1942, les conditions de vie désastreuses provoquent une épidémie de fièvre boutonneuse qui fera de nombreuses victimes parmi les internés. Entre 1940 et 1945, 237 personnes en tout ont perdu la vie dans le camp de Lackenbach.

### LE GHETTO DE LODZ ET LE CAMP D'EXTERMINATION DE CHELMNO

Le 1<sup>er</sup> octobre 1941, Heinrich Himmler décrète la déportation de 5 007 Roms

— pour la plupart autrichiens — dans le ghetto de Lodz (« Litzmannstadt »). Le coût de ces déportations est réparti entre le « Reichssicherheitshauptamt » ou RSHA [office principal de la sécurité du Reich] à Berlin et les administrations régionales d'aide sociale. Les personnes concernées ont été choisies parce qu'elles ne peuvent pas travailler (les gens sans travail mais « qui ne représentent pas un fardeau pour l'aide sociale » étant autorisés à rester). Des familles entières sont déportées ensemble, au nombre desquelles on compte 2 689 enfants (soit plus de la moitié des déportés). 613 déportés meurent de fièvre boutonneuse dans les premières semaines suivant leur arrivée à Lodz. En décembre 1941 et janvier 1942, tous les Roms encore en vie sont transférés dans le camp d'extermination voisin de Chelmno et gazés. En mars 1942, le bureau de la police criminelle de Graz ordonne de faire suivre toutes les demandes de renseignement émanant des familles inquiètes au « Reichssicherheitshauptamt » [office principal de la sécurité du Reich] et de décourager toute demande supplémentaire en faisant valoir que les personnes « relouées » à Lodz n'ont pas droit aux visites. À cette époque, les Roms autrichiens déportés à Lodz sont déjà morts. [III. 4]

### CAMPS DE CONCENTRATION À AUSCHWITZ-BIRKENAU

Après de longues discussions relatives à la « politique tsigane » appropriée, Himmler ordonne la déportation de toutes les *zigeunerische Personen* [personnes ayant du sang tsigane] dans les camps de concentration. Le registre de ce qu'il est convenu d'appeler « le camp tsigane » d'Auschwitz-Birkenau recense 10 649 détenus de sexe féminin et 10 094 détenus de sexe masculin dont beaucoup d'enfants. Deux tiers d'entre eux ont été arrêtés en Allemagne et en Autriche, plus de 20 pour cent viennent de Bohême et près de 6 pour cent de Pologne. Chaque jour, des prisonniers meurent de maladie et d'inanition et, régulièrement, des groupes importants de prisonniers malades sont envoyés dans les chambres à gaz (c'est notamment le cas d'un groupe de Roms allemands et autrichiens le 12 mai 1943). Fin 1943, 70 pour cent des prisonniers du « camp tsigane » ont déjà péri. Vers la fin juillet 1944, tous les internés du « camp tsigane » d'Auschwitz-Birkenau supposés être encore en état de travailler sont transférés dans d'autres camps de concentration et contraints d'effectuer des travaux forcés dans des usines et autres installations industrielles. Le 2 août 1944, les SS encerclent le « camp tsigane » et, la nuit suivante, tous les prisonniers de celui-ci sont assassinés dans les chambres à gaz. [Ill. 3, 5]

### PERSÉCUTIONS DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS PAR L'ALLEMAGNE

Durant l'occupation allemande des régions occidentales de l'URSS en 1941, des milliers de Roms sont victimes de liquidations en masse, en compagnie de Juifs et de fonctionnaires communistes. La même année, des troupes de la Wehrmacht (armée régulière allemande) tuent des milliers de Roms en Serbie pendant que la police allemande assassine en masse d'autres Roms en Pologne.

Entre 1944 et le début 1945, des milliers de Roms slovaques et hongrois sont tués ou déportés dans des camps de concentration. Des Roms, notamment dans le Sud et l'Ouest de la Hongrie, sont arrêtés par les fascistes hongrois et emmenés — dans le cadre de « marches de la mort » — jusqu'au camp de transit central de Csilla (près de la ville de Komárom dans le Nord du pays) d'où les survivants sont ensuite déportés par des SS allemands. Nombre de Roms hongrois survivants sont assassinés par les troupes allemandes et les fascistes hongrois début 1945 lorsque ceux-ci parviennent à reconquérir brièvement des territoires déjà pris par les soldats soviétiques dans le cadre de leur avance. En Slovaquie, le gouvernement établit ce qu'il est convenu d'appeler un « camp tsigane » à Dubnica nad Váhom où quelque 800 personnes seront inter-

nées dans des conditions épouvantables avant d'être tuées ou déportées.

En Roumanie et en Croatie, la persécution des Roms par les gouvernements fascistes satellites du Reich allemand est, elle aussi, terrible et cruelle. L'estimation du nombre de victimes assassinées dans le camp de concentration croate de Jasenovac varie considérablement, mais le nombre total de Roms croates assassinés pendant l'Holocauste doit être d'au moins 25 000. Nul ne sait non plus avec certitude le nombre de victimes parmi les 25 000 Roms roumains déportés en Transnistrie, mais il est probable que la plupart des intéressés n'ont pas survécu. Les chiffres relatifs aux déportations en Transnistrie au départ de Bulgarie sont encore plus vagues. D'un côté, les recherches sur ces événements tragiques ont été négligées pendant des décennies et, de l'autre, la propagande communiste après 1945 a exagéré — de manière irresponsable — le nombre de victimes de ces régimes fascistes.

Le sort des Roms dans la partie de l'Italie occupée par les Allemands n'a guère été étudié jusqu'à présent, de même que le sort des Roms et des Sintés des pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie). Concernant le Danemark, la Norvège, la Grèce et la Bulgarie, les historiens n'ont pas trouvé jusqu'à présent de preuves documentaires attestant de la déportation et de la liquidation systématiques de Roms.

BIBLIOGRAPHIE : **Crowe, David M. (1995)** *A History of the Gypsies of Eastern Europe and Russia*. London / New York: Tauris | **Długoborski, Waclaw (ed.) (1998)** *Sinti und Roma im KL Auschwitz-Birkenau 1943-1944. Vor dem Hintergrund ihrer Verfolgung unter der Naziherrschaft*. Oswiecim | **Freund, F. / Baumgartner, G. / Greifeneder, H. (2004)** *Vermögensentzug, Restitution und Entschädigung der Roma und Sinti*. Wien: Oldenbourg | **Ioanid, Radu (2000)** *The Holocaust in Romania. The Destruction of Jews and Gypsies under the Antonescu Regime 1940-1944*. Chicago: Dee | **Kenrick, Donald (ed.) (1999)** *In the Shadow of the Swastika. The Gypsies during the Second World War 2*. Hatfield: University of Hertfordshire Press | **Nečas, Ctibor (1999)** *The Holocaust of Czech Roma*. Prague: Prostor | **Tcherenkov, Lev / Laederich, Stéphane (2004)** *The Roma. Volume 1. History, Language and Groups*. Basel: Schwabe | **Vossen, Rüdiger (1983)** *Zigeuner. Roma, Sinti, Gitanos, Gypsies zwischen Verfolgung und Romantisierung*. Frankfurt am Main: Ullstein. | **Zimmermann, Michael (1996)** *Rassenutopie und Genozid. Die nationalsozialistische „Lösung der Zigeunerfrage“*. Hamburg: Christians